

Bulletin de réflexion et d'engagement

Vol. 16, no 4 septembre 1996



Laourse

Ilustration: Colectivo para todos EAFG



## L'odeur de l'argent

'argent n'a pas d'odeur? Ceux qui en ont beaucoup se plaisent à le dire. Mais en Amérique latine les billets de banque sont «fripés» et humides. Certains portent l'odeur des gens qui les ont durement gagnés. À la sueur de leur front... ou de leur âme! D'autres sont supposément blanchis. Une opération javellisante qui sent mauvais. Et tant d'autres sont maculés du sang d'innocent-e-s qui n'avaient pour crime que la lutte pour la justice.

Il sera question d'argent dans le dossier que nous présentons dans ce numéro de Caminando. Les alternatives aux privatisations sommaires et la configuration d'une nouvelle économie solidaire au Pérou alimentent les réflexions de l'économiste Humberto Ortiz Roca. En Colombie, l'argent sent la coke. Noam Chomsky nous explique brièvement pourquoi des paysans succombent à la tentation et comment la violence s'installe partout.

De retour d'une visite en Haïti, notre amie Renaude Grégoire expose les méfaits causés par les nouveaux programmes d'ajustement structurel exigés par le FMI et les États-Unis.

Également dans ce numéro, Michelle Décarie, responsable du Centre d'actions urgentes, nous parle de la difficile réconciliation nationale au Guatemala. L'impunité est au coeur d'un débat déchirant.

Les élections approchent au Nicaragua. La campagne électorale relève plus du débat d'image que d'idées, nous révèle notre collaborateur Jean Viens. Le fossé idéologique qui sépare les deux principales tendances est pourtant énorme. L'argent y est là aussi pour quelque chose, vous vous en doutez bien.

Enfin, nous commençons avec ce numéro une chronique livres qui présentera à nos lecteurs et lectrices des titres qui, nous l'espérons, sauront les intéresser\*

### Guatemala

# La difficile réconciliation nationale

Par Michelle Décarie

E GUATEMALA SE DIRIGE LENTEMENT VERS LA SIGNATURE DES ACCORDS DE PAIX. LES PARTIES ONT ENTAMÉ, IL Y A PLUS DE DEUX MOIS, LA DERNIÈRE RONDE DE NÉGOCIATIONS. APRÈS LES POURPARLERS SUR LA COMMISSION DE LA VÉRITÉ, LES DROITS HUMAINS, L'IDENTITÉ ET LES DROITS DES PEUPLES INDIGÈNES, LA RÉINSTALLATION DES POPULATIONS DÉRACINÉES, LES QUESTIONS SOCIO-ÉCONOMIQUES ET AGRAIRES, ON ABORDE MAINTENANT LA QUESTION DE LA REDÉFINITION DU MANDAT DE L'ARMÉE GUATÉMALTÈQUE ET LE RENFORCEMENT DU POUVOIR DE LA SOCIÉTÉ CIVILE AINSI QUE LA RÉINSERTION DES GUÉRILLEROS À LA VIE CIVILE.

Ce dernier point des négociations en est un des plus complexes et névralgiques, puisqu'il touche en partie la question de la réconciliation, donc l'éventuelle possibilité d'une amnistie. En effet, les parties tenteront d'en arriver à un accord portant sur la réinsertion à la vie politico-légale des membres de l'Unité révolutionnaire nationale guatémaltèque (URNG). Il s'agit de parvenir à une réincorporation des insurgés à la vie civile. La réinsertion à la vie civile doit nécessairement passer par une amnistie. Selon la constitution guatémaltèque, l'État peut «...décréter une amnistie pour délits politiques et communs connexes lorsque l'exige la convenance publique». Dans ce casci, la convenance publique peut se traduire par le désir d'une paix négociée. Or, une amnistie générale signifierait, ni plus ni moins, le pardon automatique de tous les délits, politiques et communs, causés par des civils, des membres de la guérilla et des membres des forces armées durant le conflit armé; il serait insensé que, au nom de la réconciliation nationale, au

nom de la convenance publique, on pardonne à tous ceux qui ont perpétré des crimes de lèse-humanité contre des milliers de victimes innocentes.

Selon une enquête menée par la Fondation Myrna Mack, en août dernier, 94 % des Guatémaltèques s'opposent à une amnistie générale. La réaction de la population face à la violence infligée se manifeste non pas par une haine qui génère un sentiment de vengeance, mais plutôt par un sentiment de perte de dignité dû au manque de respect à l'égard de la douleur éprouvée par les Guatémaltèques touchés par le conflit armé et la violence politique. La population n'est pas prête à oublier ni à pardonner; elle veut avant tout connaître la vérité sur son passé récent et considère que la seule façon d'empêcher que l'histoire ne se répète est de traduire devant les tribunaux les auteurs des violations des droits humains. Loin de jeter des bases pour une réconciliation nationale, une amnistie générale ne bénéficierait qu'à ceux qui ont commis des violations des droits humains et ne viendrait que

renforcer le caractère institutionnel de la violence et de l'impunité. De plus, une amnistie générale se convertirait en une négation du droit des victimes de la

répression à connaître la vérité, une négation de leur droit à revendiquer l'application de la loi contre les militaires, les autres agents de l'État et tous ceux qui ont violé les droits humains et le droit humanitaire international en perpétrant des crimes de lèse-humanité. L'application d'un décret d'amnistie serait inacceptable : aucun organisme de l'État ne peut s'arroger le droit de pardonner au nom des victimes.

Quoique la Commission pour la paix (COPAZ) et les hauts dirigeants de l'URNG affirment qu'il n'est pas question de décréter une amnistie générale, des voies non officielles laissent entendre le contraire. Alianza

contra la impunidad (Alliance contre l'impunité), un regroupement de différents représentants de la société civile, a vu le jour en juillet dernier. Alianza contra la impunidad a présenté aux parties concernées un avantprojet de loi qui viserait à assurer aux victimes de la répression sanglante leur droit à mener, devant les

> tribunaux, les actions juridiques nécessaires pour que les auteurs des crimes soient châtiés selon la loi guatémaltèque. Pour Alianza contra la impunidad et pour les Guatémaltèques en général, empêcher l'amnistie et intenter des procès contre ceux qui ont assassiné et torturé, c'est obliger les des auteurs atrocités commises durant la guerre à répondre de leurs actes devant la société entière; c'est une certaine réparation aux victimes; c'est assurer une récupération de la mémoire historique et c'est aussi assurer, en partie, que l'impunité ne continue de favoriser les violations des droits humains qui ont toujours cours au Guatemala,

comme si rien n'avait encore changé... Car la paix, la paix véritable, ne peut naître que de la justice et la justice, du respect des droits humains.



Le Centre d'actions urgentes est membre du Réseau d'actions urgentes Canada-Amérique centrale. Si vous désirez participer à notre réseau, communiquez avec le Comité chrétien pour les droits humains en Amérique latine; par téléphone : (514) 387-2541; par télécopieur : (514) 387-5550, courrier électronique : ccdhal@point-net.com

## Colombie violente

(sources: Noam Chomsky, Le Monde Diplomatique, août 1996, et une entrevue avec Gilio Brunelli, de Développement et Paix)

N AMÉRIQUE LATINE, LE PAYS QUI AFFICHE LE PLUS DÉPLORABLE BILAN EN MATIÈRE DE RESPECT DES DROITS DE L'HOMME EST LA COLOMBIE. 38 000 ASSASSINATS L'AN PASSÉ, DONT 15 % SONT LIÉS AU TRAFIC DE LA DROGUE OU À LA GUÉRILLA ET 85 % RELIÉS À DES QUESTIONS SOCIALES ET POLITIQUES. ÉLIMINATION DES ADVERSAIRES PAR UNE ÉLITE QUI N'ACCEPTE PAS LE SURGISSEMENT DE NOUVEAUX LEADERS 80 % DES MORTS SONT DES JEUNES ENTRE 15 ET 25 ANS. ET POURTANT, SON GOUVERNEMENT EST CELUI QUI REÇOIT LE PLUS D'AIDE MILITAIRE DES ÉTATS-UNIS, ENVIRON LA MOITIÉ DU TOTAL DE CELLE FOURNIE À L'ENSEMBLE DU SOUS-CONTINENT! LA QUESTION SE POSE À SAVOIR SI LES DEUX PHÉNOMÈNES NE SERAIENT PAS LIÉS... EN 1981, UNE ÉTUDE PUBLIÉE PAR LARS SCHOULTZ, UNIVERSITAIRE SPÉCIALISÉ DANS LES QUESTIONS DES DROITS DE L'HOMME EN AMÉRIQUE LATINE, CONCLUAIT QUE L'AIDE AMÉRICAINE «AVAIT TENDANCE À ALLER DE MANIÈRE DISPROPORTIONNÉE AUX GOUVERNEMENTS QUI TORTURENT LEURS CITOYENS... À CEUX QUI VIOLENT LES DROITS FONDAMENTAUX DE LA FAÇON LA PLUS ÉHONTÉE».

Faut-il s'en étonner? La raison est pourtant simple et connue de tous: torturer, assassiner, ou emprisonner responsables syndicaux, dirigeants paysans et défenseurs des droits de l'homme crée un rapport de forces sociales favorable au capital, à ce fameux «climat des affaires». À cet égard, la Colombie présente un cas d'école avec «une façade de régime constitutionnel qui dissimule une société militarisée», pour reprendre la formule de M. Alfredo Vasquez Carrizoza, président du Comité permanent des droits de l'homme de ce pays. La Colombie est très riche, mais, pour la majorité de sa population, elle est très pauvre; c'est un pays où la terre constitue un énorme problème, non pas parce qu'elle est rare, mais parce qu'elle est possédée par un tout petit nombre de personnes, la réforme agraire adoptée en 1961 attendant toujours d'être sérieusement appliquée.

Cela pour un motif bien simple: le pays est dirigé par les propriétaires terriens et par une armée à leur service payée par les contribuables américains. Le ministre de la Défense dans un accès de franchise, déclara un jour que l'appareil de terreur officiel est destiné à mener «une guerre totale dans les domaines politique, économique et social». Nous avons un petit aperçu du sens de ces mots dans le rapport officiel sur l'effroyable massacre au village de Trujillo perpétré par l'armée et la police en mars

1990, où une trentaine de paysans soupçonnés d'avoir été en contact avec la guérilla.

C'est grâce à l'obstination de l'organisation Justicia y Paz que la tragédie de Trujillo a finalement pu faire l'objet d'une enquête. Mais, dans les quatre ans qui suivirent, quelque 350 autres massacres de Trujillo furent commis et, pour la quasi-totalité d'entre eux, dans la plus totale impunité (En Colombie, l'administration de la justice est très déficiente, avec ses lois spéciales d'amnistie, une justice militaire parallèle...). Il faut au moins concéder au président actuel, Ernesto Samper, le mérite d'avoir reconnu la responsabilité du gouvernement colombien pour les atrocités dont furent victimes ses concitoyens.

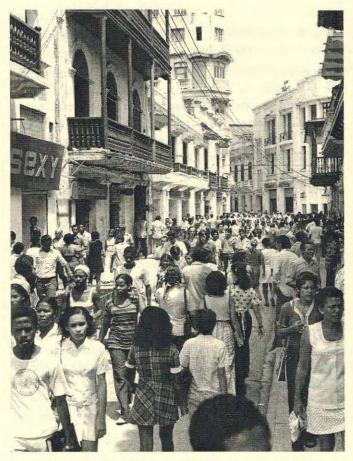
La pacification de la société colombienne demeure donc un grand défi. Comment arriver à désarmer littéralement les 35 000 personnes armées qui tiennent en otage une population de 35 millions et décapitent constamment le mouvement populaire? Comment désarmer les esprits, apprendre à régler les conflits par négociation (depuis un an, les négociations officielles avec la guérilla sont interrompues, et il semble qu'avec la perte de crédibilité du président Samper, elles ne reprendront pas), et à utiliser la force de l'opinion publique comme le font les mères des victimes de la violence?



## La peur qui mobilise

Par Sylviane Bourgeteau, Noticias Aliadas juillet 1996

E PHÉNOMÈNE DU DÉPLACEMENT INTERNE DE LA POPULATION N'EST PAS NOUVEAU EN COLOMBIE. ENTRE 1946 ET 1966, ÉPOQUE CONNUE COMME CELLE DE LA VIOLENCE, L'AFFRONTEMENT ENTRE LIBÉRAUX ET CONSERVATEURS CAUSA LE DÉPLACEMENT FORCÉ DE PLUS DE DEUX MILLIONS DE PERSONNES. APRÈS UNE PÉRIODE DE CALME RELATIF, DE NOUVELLES VIOLENCES ONT PROVOQUÉ DE NOUVEAU UNE VAGUE DE MIGRATION FORCÉE. LA PREMIÈRE ÉTUDE DE CE PHÉNOMÈNE PUBLIÉE L'AN DERNIER PAR LE BUREAU DES MIGRATIONS (OMH) DE LA CONFÉRENCE ÉPISCOPALE COLOMBIENNE SIGNALE QU'ENTRE 1985 ET 1995, PLUS DE 600 000 PERSONNES ONT DÛ QUITTER LEUR LIEU D'ORIGINE À CAUSE DE L'INSÉCURITÉ RÉSULTANT DES CONFLITS SOCIAUX. CES PERSONNES ONT FUI LES COMBATS ARMÉS, LES MENACES PROVENANT DE LA GUÉRILLA, DES GROUPES PARAMILITAIRES, DES FORCES ARMÉES OU DE LA POLICE, TOUT AUTANT QUE DES TRAFIQUANTS DE LA DROGUE ET DES PROPRIÉTAIRES TERRIENS QUI, SELON LES RÉGIONS ET LES INTÉRÊTS EN JEU, S'ALLIENT ENTRE EUX OU S'AFFRONTENT.



«Politiquement, nous vivons dans un système d'exclusion... dans le contexte social d'un affrontement armé multiple et différencié selon les régions», signale Alejandro Reyes, politologue. À travers la violence, ces groupes armés ne cherchent qu'une chose: s'emparer d'un territoire et y affirmer leur pouvoir hégémonique. Les victimes constituent la seule constante de tous ces phénomènes: par exemple, on n'accorde pas aux paysans et aux travailleurs qui vivent dans les zones en conflit le droit de rester neutres, ce qui viole le droit humanitaire international. Quand ils ne sont pas victimes de tortures, d'homicides ou d'attentats, ils vivent sous toutes sortes de pressions et de menaces.

La peur, loin de les paralyser, les pousse à émigrer. Des centaines de déplacés arrivent chaque jour dans les quartiers pauvres des grandes villes; souvent perdus dans le labyrinthe de la métropole inconnue et impressionnante, ils ont besoin d'aide pour survivre. L'arrivée à la ville ne constitue malheureusement qu'une autre étape du chemin de croix commencé des mois auparavant.

Maria raconte, les yeux rivés sur le plancher: «Il y a deux ans, mon mari, travailleur dans une plantation de bananes, a été arrêté par l'armée et transféré à une prison de Bogota. Ils l'accusaient d'avoir participé à un massacre, ce qui est totalement faux. Je suis restée seule dans le

nord avec mes cinq enfants et, chaque 15 jours, j'allais le visiter. Un jour que je revenais à mon village, trois hommes m'ont interceptée et, avec le pistolet sur la tempe, ils m'ont dit qu'ils allaient me tuer parce que j'étais sur leur liste de guérilleros. Je les ai suppliés et, à la fin, ils m'ont donné 24 heures pour quitter le village. Sans argent, je ne savais que faire, mais je suis partie avec les enfants. Aujourd'hui, je suis à Bogota.»

La psychologue Stella Duque affirme que, dans 90 % des foyers déplacés, la femme joue difficilement le rôle de chef: «Ce sont des paysannes qui perdent leur autorité devant des enfants qui doivent leur dire quel autobus prendre ou combien d'argent elles ont, lorsqu'ils les accompagnent pour faire les achats au marché. Dans ce nouveau milieu tellement agressif, elles ont perdu leurs moyens», explique-t-elle.

À son arrivée à la ville, le déplacé cherche, en premier lieu, un ami ou un parent qui peut le reçoivoir. Près de 90 % des déplacés vont demeurer dans les quartiers pauvres. Ensuite, il essaie de louer un appartement, mais ce sera difficile parce qu'il n'a pas de travail ni de recommandation. De plus, le fait d'être un déplacé fait peur aux gens.

Le prochain pas, ce sera de trouver le plus vite possible du travail, en attendant qu'arrivent les premiers revenus de l'aide du gouvernement, de l'Église ou d'un organisme non gouvernemental quelconque. Il devra trouver aussi une école pour les enfants et un endroit où il peut recevoir des soins. Cependant, l'étude de l'OMH démontre

que, dans 58 % des cas, ils ne reçoivent aucune aide. Les déplacés doivent commencer une nouvelle vie, tout rebâtir malgré le traumatisme et le stress que la migration a provoqués chez eux. «Je me sens mal et je souffre de cauchemars toutes les nuits», me confie Maria. Un représentant de l'OMH explique que le déracinement occasionne un deuil très long à surmonter. On perd son identité, sans compter avec le fait que plusieurs restent dans l'anonymat parce qu'ils ont peur qu'on les retrace et qu'on les tue.

Cependant, la survie de la famille demeure la priorité. Comme le gouvernement se soucie très peu de ces personnes, la grande majorité d'entre elles passent au secteur informel de l'économie et quelques-unes au monde de la délinquance. En mai dernier, le gouvernement a annoncé la mise en marche de programmes d'emploi pour les déplacés en vue de favoriser la création de petites entreprises. Récemment, aussi, le gouvernement a créé un service aux déplacés au ministère de l'Intérieur; il compte trois fonctionnaires qui n'ont pas cependant de budget propre. Ce service offre une seule fois entre 300 et 400 dollars à chaque famille.

La Croix-Rouge et le Réseau de solidarité (programme gouvernemental de lutte contre la pauvreté) offrent de leur côté une aide allant de 100 à 600 dollars en plus de prêts payables avec intérêts pour financer des petites entreprises. «Mais le Réseau nous demande un certificat de déplacement. Comment puis-je retourner dans ma région quand cela m'a tout pris pour sortir de là avec une valise et mes deux enfants?», proteste une femme. •

### La Colombie, producteur de cocaïne : pourquoi ?

Par Noam Chomsky

Les producteurs colombiens, obligés d'ouvrir leurs marchés, tout particulièrement aux exportations agricoles américaines subventionnées qui ruinent leur production nationale, ont été invités à devenir des «producteurs rationnels», selon les préceptes de l'économie moderne et donc, eux aussi, à produire pour l'exportation. Et précisément parce qu'ils sont rationnels, ils se sont tournés vers les productions,s comme celles de la coca et de la marijuana, qui leur rapporteraient le plus d'argent. Quand, en 1988, les États-Unis obligèrent les producteurs de café à dénoncer un accord qui avait maintenu le cours à un niveau raisonnable, le prix du café, principale exportation de la Colombie, chuta de 40 %. Quand les revenus s'effondrent à ce point et que les enfants souffrent de la faim, il ne faut pas s'étonner que les producteurs de café se tournent vers les débouchés que leur offre le marché nord-américain de la drogue. Les bénéfices du trafic de la drogue, selon une étude de l'OCDE, à l'échelle mondiale, s'élèveraient à environ 500 milliards de dollars par an, dont la moitié transitent par les circuits du système financier américain. La Colombie, d'après l'OCDE, ne retire que 2 ou 3 % de ce qui reste, soit environ 6 milliards de dollars par an.



# Vous avez dit économie solidaire?

Par Humberto Ortiz Roca

HUMBERTO ORTIZ ROCA, ÉCONOMISTE PÉRUVIEN, PARTICIPAIT EN JUIN DERNIER AU SÉMINAIRE INTERNATIONAL SUR «L'ÉCONOMIE SOLIDAIRE ET LES FEMMES» ORGANISÉ AU QUÉBEC PAR RELAIS-FEMMES.

'économie solidaire au Pérou est apparue à partir des expériences du peuple pauvre pour survivre et améliorer ses conditions de vie. Ces gens ont pris pour base l'appui mutuel, en s'organisant de différentes manières afin d'accéder à un espace sur le marché tout en partageant les bénéfices économiques, sociaux et culturels de cette participation, si petite soit-elle.

Nous appellerons économie solidaire les différentes façons dont les gens des secteurs urbains populaires et même paysans s'organisent pour créer leurs propres sources de travail ou pour accéder à des biens essentiels comme l'alimentation, les médicaments, le logement, les services de base etc. Ils les obtiennent à prix réduits, sur la base, de l'appui mutuel individuel et surtout collectif. Ces pratiques cultivent et développent à des degrés divers, les valeurs de la solidarité.

C'est ainsi qu'ont été formées diverses organisations d'économie solidaire dans les secteurs de la production (petites et micro-industries, entreprises autogérées), de commerce (petits commerçants, vendeurs ambulants), de services (ateliers de réparation, tontines, caisses d'économie et de prêts) ou de «consommation» (cuisines collectives autogérées, centres des mères, comités de santé, diverses associations pour le logement, etc.).

Les expériences actuelles de l'économie solidaire combinent le côté individuel et le côté collectif d'une façon toujours plus créative. Par exemple, plusieurs micro-entreprises individuelles ou ambulantes ont créé des associations ou des fédérations pour obtenir des services communs (crédit, formation, accords commerciaux) ou d'approvisionnement avec le secteur public ou privé. Il est certain que ces expériences sont hétérogènes et qu'il y a beaucoup de compétition ou d'individualisme mais la constante, c'est l'appui mutuel pour obtenir ensemble ce qu'individuellement il serait impossible d'avoir, étant donné la précarité de chacun. Nous pouvons dire que, dans la pratique, il existe un chemin et une stratégie

solidaire même si le «degré réel de solidarité» diffère dans chaque cas.

Enfin, un projet important d'économie solidaire ne s'organise pas comme une île ou «un secteur» de plus dans l'économie globale. Il est planifié comme une stratégie qui invite l'ensemble des acteurs économiques et sociaux d'un pays, y compris au niveau international, à construire une nouvelle économie. Il n'est pas

Nous appellerons
économie solidaire les
diverses façons
qu'utilisent les gens des
secteurs urbains
populaires et même
paysans qui s'organisent
pour créer leurs propres
sources de travail afin de
se procurer les biens de
première nécessité.

établi seulement sur la base de la «compétition» pour obtenir un taux de profits plus élevé, mais sur le «partage» des bénéfices et des connais-sances d'une façon toujours plus équitable.

Il existe des expériences encore minuscules où des entreprises privées partagent leurs connaissances et leur marché avec des petites et des micro-entreprises. C'est important de passer de ces expériences anecdotiques à des attitudes économiques solidaires qui devraient grandir dans le monde de l'entreprise privée traditionnelle.

Il faudrait arriver à combiner la solidarité des activités

économiques du secteur populaire avec la solidarité initiale des entrepreneurs. Que ceux qui sont mieux placés aident ceux qui le sont moins. Souvent ces derniers ont des possibilités pour créer mais pas d'occasions pour réaliser. C'est une tâche fondamentale qui a quelque chose à voir avec le soutien d'un projet plus grand d'économie solidaire, plus encore avec le support d'une économie nationale basée autant sur la viabilité du marché que sur le partage des bénéfices engendrés par ce processus. C'est le chemin d'une nouvelle éthique pour gérer une entreprise et préparer le développement du pays.

## Importance et organisation de l'économie solidaire

En ce qui concerne les organisations de consommation nous avons, seulement autour de Lima, 4 000 cuisines communautaires et, au niveau national, près de 7 000 où plus de 140 000 femmes sont regroupées. Il existe une fédération de cuisines autogérées de Lima et Callao et une Commission nationale des cuisines chargée d'organiser une Centrale nationale.

Seulement à Lima le nombre des vendeurs ambulants approche le million, dont environ 30 % appartiennent à des fédérations locales.

Selon un rapport de CEUS¹, il existe aussi à Lima 743 000 micro-entreprises et entreprises artisanales dont 516 000 emploient une seule personne et 227 000 ont entre 2 et 4 travailleurs. Plusieurs de ces entreprises sont aussi organisées en associations locales, centrales pour chacun des quatre secteurs et réunies dans une confédération métropolitaine.

Ces activités constituent actuellement la majorité des unités économiques qui existent dans le pays. En accord avec le dernier recensement économique de 1993, près de 60 % des entreprises ne comptent qu'une personne ou sont des sociétés à responsabilité limitée. 50 % des ces entreprises se trouvent dans les secteurs urbains populaires.

Il y a là tout un potentiel pour la création d'emplois si nous ajoutons aux chiffres déjà cités les expériences de liens entre les entreprises (c'est le cas des conglomérats de la rue Gamarra à Lima) ou d'inventions dans le secteur technologique.

Bien sûr, des problèmes sont reliés à la participation de ces secteurs dans le marché, à leur participation au revenu national et aux difficultés de l'administration de ces petits commerces.

Nous pouvons dire que si les micro-entreprises et les activités artisanales donnent du travail à 75 % de la PEA, il n'y en a que 30 % qui participent au revenu national. Seulement 20 % de ces activités réalisent des bénéfices, et 80% sont de survivance ou de subsistance.

### Participation économique et politique

Devant cette problématique, le défi à relever consiste à augmenter la participation dans l'économie et dans les décisions politiques des acteurs de l'économie solidaire.

Actuellement les groupes économiques oligopoles occupent presque tout l'espace disponible sur le marché national et international et ils ont encore augmenté avec

les privatisations. Mais l'expérience concrète démontre que non seulement ils ne génèrent pas de nouveaux emplois dans leurs entreprises, mais qu'ils n'établissent pas non plus d'échanges économiques avec des microentreprises ou des petites entreprises locales. Ils préfèrent utiliser des

Unissons nos efforts et avançons sur un chemin nouveau de démocratisation de l'économie et de la société ... vers une Nouvelle Civilisation.

sous-traitants ou faire venir les pièces nécessaires de l'étranger à de meilleurs prix.

Quant aux contrats de production pour l'État, ce sont les corporations de la grande entreprise (Société nationale des industries) qui accaparent les contrats pour ensuite sélectionner les micro-entreprises participantes. Du point de vue politique, il y a encore peu de liens entre les associations et les corporations des entreprises populaires avec le gouvernement central, même si l'État a annoncé un projet pour augmenter les programmes en faveur de la micro-entreprise.

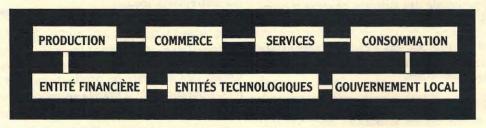
Au niveau des gouvernements locaux, il y a eu une attitude plus favorable afin de promouvoir les activités économiques locales. Toutefois, il existe ici une différence entre voir dans ces nouveaux acteurs économiques pas seulement des contribuables mais, aussi, des acteurs d'un nouveau développement intégral local. Dans quelques cas comme dans la zone nord de Lima, il y a eu des progrès vers une vision plus ouverte à des activités économiques populaires. On compte aussi quelques expériences dans les provinces, mais ce n'est pas encore la majorité.

## Articulation économique et politique à partir des espaces locaux et régionaux

Face à un scénario macroéconomique d'ajustement structurel qui génère une plus grande pauvreté, à un marché restreint car, en général, le pouvoir est entre les mains de la grande entreprise et, d'autre part, à l'absence de canaux de participation des citoyens à la vie politique, il faut proposer des chemins nouveaux à partir des économies locales et régionales s'articulant de plus en plus et générant un nouveau processus de développement.

Il est possible de tracer dans chaque district, province ou région une stratégie fondée sur la puissance de circuits d'échange à partir de l'économie solidaire, d'une part, entre les secteurs de production, de commerce, des services, de consommation, des finances, des organismes locaux de technologies (de l'école de métiers à l'université) et, d'autre part, entre les gouvernements locaux et régionaux pour le développement des économies et des sociétés locales. Par exemple, on pourrait établir des programmes de crédit à partir des entreprises autogérées locales pour l'échange entre les producteurs, les commerçants et les consommateurs locaux. Programmes de parcs industriels, artisanaux ou centres pourvus de petite machinerie, paniers d'alimentation et de remèdes locaux, centres d'approvisionnement et de distribution. Programmes d'amélioration des technologies locales, de formation dans la gestion d'entreprise à partir des instituts locaux de technologie. Programmes d'amélioration de revenus municipaux et d'investissements locaux (environ 20 % de budget annuel). Programmes de promotion des exportations à partir des chambres de commerce locales ou d'appui à la «légalisation lente» et à l'accès à l'information sur les fluctuations du marché à partir des gouvernements locaux. Cela, c'est générer un circuit intersectoriel. (Voir l'encadré)

La stratégie centrale sera dans l'optimisation des avantages comparatifs et compétitifs et dans l'élan vers le financement autogéré<sup>2</sup> et technologique de même que la cogestion des programmes de développement avec les gouvernements locaux. Dans cette stratégie, il sera très important de promouvoir les liens y compris avec les secteurs oligopoles et transnationaux pour retenir les ressources financières et les excédents locaux. Les instruments pour atteindre ce but de plans intégrés de développement local et régional articulé devront être négociés et concertés. Il s'agit de construire les facteurs d'un nouveau pouvoir local et régional.



### **Expériences internationales**

### a) Espagne

Une référence importante dans l'histoire de l'économie solidaire à l'échelle mondiale, c'est l'expérience des coopératives de Mondragón au pays basque en Espagne. Une expérience d'organisation économique qui a débuté à la fin des années 50 à l'instigation d'un prêtre diocésain<sup>3</sup> qui, avec cinq jeunes diplômés de Polytechnique, l'a créée. Ils ont travaillé à la croissance de coopératives de production, de recherches technologiques, de commercialisation, de banque (Caisse populaire du travail) d'assurances sociales et d'éducation dans un système intégré qui actuellement donne du travail à 22 000 personnes. Ces coopératives sont compétitives sur le marché local et international (elles exportent 25 % de leur production, et la Caisse du travail investit dans les principales bourses du monde), mais elles doivent être attentives aux changements sur le marché mondial et au niveau de la modernisation des technologies. Pour cela elles ont formé le Groupe coopératif Mondragón où participent 107 Coopératives (avec 6 milliards US d'actifs et des opérations comptables annuelles qui dépassent 3 milliards 500 millions US). La sécurité sociale est assurée par son système autogéré (en lien avec le système public national) de même que la pension de ses retraités.

### b) Canada

Il existe une importante chaîne de Caisses populaires fondées de façon précaire il y a 100 ans à côté des églises paroissiales, animées par des prêtres qui travaillaient avec les gens pauvres (pêcheurs, bûcherons, agriculteurs) et qui maintenant a créé tout un réseau de Caisses avec des Fédérations régionales (comme la Fédération acadienne du Nouveau-Brunswick) et une confédération nationale comme la Confédération Desjardins. Actuellement les caisses populaires du Canada recueillent 50 % de l'épargne nationale.

Le dénominateur commun de ces expériences a été de commencer localement, en créant des liens entre les petites entreprises avec une pratique éthique par l'enseignement des valeurs de la coopération. Malheureusement, dans beaucoup de cas, on s'est désintéressé avec le temps des valeurs préconisées à l'origine et elles ont été délaissées. Pourtant, c'est cette formation éthique qui sera la clef du nouveau projet stratégique.

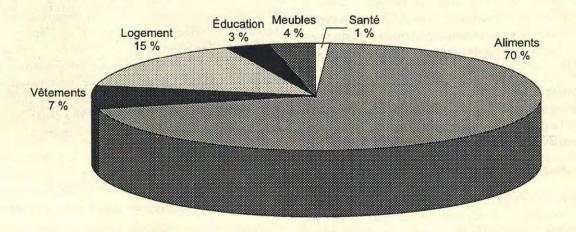
### Globaliser la solidarité

Il s'agit d'organiser et d'ouvrir le chemin de la construction d'un grand projet national et international de solidarité dont la base économique serait justement cette «économie solidaire» parce qu'elle fait partie de l'effort indispensable pour construire une nouvelle civilisation pouvant affronter le prochain millénaire. Le chemin pour cela, c'est l'accroissement des expériences solidaires, des liens structurés et stratégiques avec divers groupes de solidarité avec le

tiers monde qui existent dans les pays du nord<sup>4</sup>, la publication des expériences vécues et même d'entreprises concrètes générant un bénéfice mutuel. Il s'agit d'un projet à long terme basé sur les expériences déjà existantes et sa mise à l'essai face à un modèle néolibéral qui génère des diasporas toujours plus grandes sur toute la face de la Terre et qui passera à l'histoire comme celui qui aura généré les plus grandes pauvretés et les plus grandes exclusions sociales.

Unissons nos efforts et avançons sur un chemin nouveau de démocratisation de l'économie et de la société qui va impliquer la transformation du marché, de l'État et la construction d'une nouvelle éthique, d'un nouveau paradigme du développement... vers une Nouvelle Civilisation.

### Répartition des dépenses des personnes extrêmement pauvres au Pérou



Source: Revue Actualidad económica, Lima, Perú

<sup>1.</sup> Centrale des entreprises unies du Lima métropolitain.

Pour ce financement, on pourrait parfaitement transformer les conversions de dettes en investissements sociaux, projet proposé par le Forum de solidarité avec le Pérou.

<sup>3.</sup> L'Abbé José María Arizmendiarrieta.

<sup>4.</sup> Dans ce sens, le réseau du Forum de solidarité avec le Pérou est très important.

NdIR Nous avons jugé intéressant de conserver ce passage soulignant une expérience d'ici.

# Pérou : le TGV de la privatisation

par Humberto Ortiz Roca

E PROCESSUS DE PRIVATISATION DES ENTREPRISES DE L'ÉTAT ET DE TOUS LES SERVICES DE BASE PASSERA, APRÈS LA SIGNATURE DE LA LETTRE D'INTENTIONS AVEC LE FMI LE FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL, À SA «SECONDE ÉTAPE» BEAUCOUP PLUS ACCÉLÉRÉE QUE LA PRÉCÉDENTE ET AVEC DES RECETTES ATTENDUES AU MOINS ÉQUIVALENTES.

C'est à partir de 1993 qu'ont eu lieu les principales privatisations. Seulement de janvier à juin de cette annéelà, 13 entreprises de l'État ont été vendues. Dans la deuxième moitié de 1993 et jusqu'à avril 1996, on a vendu 12 autres entreprises parmi les plus importantes du pays. Au total le fisc a obtenu des recettes de 4 milliards 147 millions US pour ces ventes.

Avant octobre 1968, il y avait, au Pérou, 18 entreprises de l'État qui généraient 1 % du produit national brut. En juillet 1991, il y avait 185 entreprises de l'État qui employaient 200 000 travailleurs, générant 10 % du PNB.

### Privatisation et ajustements structurels

La privatisation fait partie du programme d'ajustement structurel néolibéral. L'objectif de cet ajustement est d'atteindre des taux positifs d'accroissement économique qui exigent la vigueur totale du marché et la réduction de l'État à sa plus simple expression.

Une telle «réduction de l'État» dans le secteur économique signifie qu'il doit se défaire des entreprises publiques y compris des services sociaux pour permettre aux mécanismes du marché de jouer, réduisant l'action sociale de l'État aux «politiques compensatoires» qui ne se préoccuperont que de l'extrême pauvreté.

Nous appellerons la première, la privatisation patronale et la seconde, la privatisation sociale.

Dans le dernier brouillon de la «Lettre d'intentions» le gouvernement rend compte de la «progression» dans chaque cas.

### **Privatisation patronale**

Durant la période s'étendant de 1993 à 1995, l'État a privatisé les entreprises publiques importantes dans les secteurs des télécommunications, de l'énergie et des mines avec des recettes pour l'État de 4 milliards 147 millions \$US et des engagements d'investissements futurs de 4 milliards \$US. On envisage que l'investissement total augmentera de 24 % le PNB en 1995 (ces chiffres sont sujets à révisions), de 25,5 % en 1998 à cause des «grands investissements» dans les mines et l'énergie.

Le programme pour 1996 prévoit des investissements pour de nouvelles privatisations d'entreprises pour 1 milliard 500 millions (donc, en un an, plus du tiers des investissements obtenus en cinq ans et un trimestre).

Cette année, le gouvernement offrira en vente la raffinerie La Pampilla, le lot pétrolier No 8 /8x, la raffinerie de Talara et le lot pétrolier No 10 /11 et, durant le dernier trimestre, les réservoirs pétroliers.

Au début de 1996, on a privatisé Sider Perú. Durant le reste de l'année, on offrira en vente :

- of 60 % de la compagnie électrique Egenor
- des actions de la compagnie de téléphone du Pérou;
- des actions de Centromín;
- des usines de farines de poisson de Pesca Perú;
- en juin 97, on prévoit avoir vendu les actions votantes de Petro-Perú, une partie des actions restantes de Edelnor, d'Edegel et de Luz del Sur et on commencera par la vente de ENAPU, la compagnie ENAFER;

- de plus, le gouvernement simplifiera les règlements et procédures pour la concession des travaux publics pour promouvoir l'investissement privé dans ce secteur;
- pour les nouvelles sommes provenant de cette seconde vague de privatisations, on prévoit 4 milliards \$US.

Toutefois, les sous-évaluations des entreprises continuent. Par exemple, on pense vendre La Pampilla pour 75 millions \$US quand elle est actuellement assurée pour 510 millions \$US.

La privatisation du secteur financier aussi est en marche avec des résultats favorables pour la banque transnationale contre laquelle la banque nationale peut difficilement, entrer en compétition, mais elle encaisserait des profits si des taux d'intérêts étaient réduits et si la compétition avec la banque transnationale pouvait s'exercer.

Enfin, la «participation des citoyens» est encouragée par l'achat des actions des entreprises privatisées, surtout celles du téléphone, de l'électricité.

Tous les Péruviens ayant atteint à majorité peuvent y participer sur la seule présentation de leur carnet électoral et par un «versement minimum initial» équivalent à 10 % de la valeur des actions achetées et un solde en 18 versements mensuels le paiment du. Les actions seront remises à l'acheteur en proportion de ses déboursés et selon la quantité d'actions disponibles. Ces actions seront vendues par les banques et les sociétés de courtage. On voit bien que la «participation des citoyens» à ce processus se réduit à l'achat d'actions, mais qu'ils n'ont pas voix au chapitre ni dans le débat ni dans la prise de décisions au sujet de ces mêmes privatisations. Est-ce que ce ne devrait pas être l'élément central d'une authentique participation des citoyens?

### **Privatisation sociale**

Les regards se portent sur l'éducation, la santé et la sécurité sociale. L'objectif est d'encourager les entreprises privées dans ces secteurs en profitant des investissements déjà faits par l'État.

Dans cette vague de privatisations, il faut inclure la privatisation de l'agriculture péruvienne par la Loi des Terres et son prochain règlement. Même chose pour la Loi des eaux (nouveau type de concessions à long terme) et les normes pour acquérir les titres de propriétés agricoles facilitant ainsi ce marché des terres.

Sur cette question, il y a aussi des assignations importantes dans la Lettre d'intentions. On fait ressortir la création du système privé de pension de capitalisation individuelle sans considérer les erreurs et les réajustements qu'ont dû faire par la suite les AFP lorqu'elles n'ont pas atteint le niveau de rentabilité désiré. Plusieurs ont dû se fusionner et quelques-unes n'ont même pas été capables

de consolider leur stabilité financière, raison pour laquelle elles sont en campagne de recrutement de nouveaux membres.

Au n° 17 de la Lettre d'intentions on lit ceci : «Le gouvernement cherchera à compléter ses efforts dans les secteurs de la santé et de l'éducation en facilitant l'investissement privé dans ces secteurs. On cherchera à augmenter l'efficacité dans la prestation des services de santé en encourageant l'introduction de conditions compétitives sur le marché des assurances-santé. De même, le gouvernement continuera à implanter un programme orienté vers l'amélioration de la qualité et de la disponibilité de l'éducation par la réhabilitation des infrastructures et une meilleure compétence des professeurs.»

Lors d'une intervention précédente, Joy Wa avait présenté, comme priorités dans le secteur de l'éducation, la construction d'infrastructures (écoles, collèges, équipements), le perfectionnement et la formation des professeurs avec l'amélioration des conditions salariales et l'ajustement des curriculum vitae. Selon les termes de la Lettre d'intentions, on ne mentionne plus l'amélioration des salaires (restriction des dépenses gouvernementales) ni l'ajustement des c.v.

### Schémas alternatifs de privatisation

Il y a trois schémas possibles de privatisation qui coûteraient moins cher à l'équité sociale.

- 1. L'association «capital privé, capital public et travailleurs». Selon ce schéma, il n'est pas nécessaire de vendre des actifs mais une participation patrimoniale (actions) de l'État à des capitaux privés et aux travailleurs eux-mêmes, (une autre façon de comprendre l'authentique participation des citoyens, c'est de permettre aux citoyens qui travaillent dans les entreprises publiques d'acheter des actions). C'est ce qu'étudient actuellement quelques usines de Petro Perú.
- 2. Les «joint ventures» ou investissements à risques partagés qui sont des contrats d'investissements pour des projets spécifiques souscrits entre des entreprises publiques et des entreprises ou des capitaux privés étrangers, mais dont l'État garde la propriété dans l'entreprise publique.
- 3. L'utilisation limitée des billets à ordre de la dette extérieure péruvienne. On prévoit que lors des prochaines privatisations les entreprises qui achètent des entreprises publiques péruviennes ne seront pas nécessairement obligées de payer en argent comptant mais une partie pourra l'être avec des billets à ordre de la dette extérieure péruvienne qui sont actuellement entre les mains des créanciers du Pérou. Le problème c'est que ces billets peuvent être acquis sur le «marché secondaire» à des prix moindres que leur valeur



«nominale» et pour ensuite arriver à valoir un prix voisin de la valeur nominale ce qui signifie un profit sur la spéculation. Cela fait partie d'un des accords du «Plan Brady» par lequel on est en train de négocier le paiement de la dette extérieure péruvienne à la Banque commerciale.

Un autre problème, c'est que la tendance actuelle prédominante est de vendre des actifs sous-évalués en y incluant la modalité du paiement partiel avec les billets à ordre de la dette extérieure péruvienne.

### **Effets sociaux**

L'effet social de tout cela se fait déjà sentir chez les consommateurs. Par exemple, le gaz de SOLGAS a monté de S/.6.65 la bonbonne de 24 livres à S/.22.00. Le tarif de l'électricité est 5 fois plus élevé qu'avant la privatisation et les prix ne sont pas standardisés, même pas à Lima. Le tarif du téléphone a été multiplié par 6. Les vendeurs d'essence à la pompe qui gagnaient 8% font maintenant 22% de profit et l'augmentation continue.

On calcule que 3 000 personnes sont congédiées à chaque nouvelle vague de privatisation sans qu'on sache clairement quels types d'emplois seront créés, surtout pour la population adulte. Entre 1990 et 1993, on a congédié 28 000 travailleurs lors des privatisations.

Autre élément qui leur est lié c'est la méconnaissance des droits syndicaux. La vente fragmentée des entreprises remet en question la vigueur même du Syndicat. Il y a eu des expériences créatives et des syndicats qui ont su faire face à la nouvelle situation sans rompre l'unité syndicale. Ce fut le cas du secteur de l'électricité où les travailleurs ont maintenu leur organisation en modifiant les procédures de la négociation collective.

### **Perspectives**

Il est vrai que cette seconde vague de privatisations «touchera à tout» tant au niveau patronal qu'au niveau social avec l'approbation du FMI, BM, BID et il sera très difficile de s'y opposer étant donné que les citoyens n'ont pas encore pris conscience de tout ce qui est en jeu. On ne doit pas compter sur la transparence qui serait normale car les moyens de communication ne parlent que de la «valeur commerciale» de la participation des citoyens dans l'achat-vente d'actions des entreprises privatisées. Jamais un mot sur

la prise de décisions, sur les raisons de privatiser, sur comment le faire et comment les citoyens (y compris les travailleurs des ces entreprises) vont participer activement dans les dites décisions.

Voilà pourquoi la première tâche des citoyens est de promouvoir cette prise de conscience, d'appuyer et de répliquer de façon créative par exemple dans le cas du referendum sur Petro-Perú. Mais cela doit se faire sur tous les plans : patronal, social, agraire et urbain.

Les corporations syndicales tiennent peut-être leur dernière chance durant ce siècle de dire une parole au moins face aux congédiements massifs et à la trop facile pénétration du capital transnational. Il est important de leur faciliter l'espace et de chercher à créer des liens avec d'autres acteurs sociaux qui seraient plus touchés par la privatisation, comme c'est le cas des organisations sociales de base qui ont été créées il y a presque 20 ans pour la promotion de l'éducation, de la santé, de la nutrition.

Il faut continuer la campagne internationale et l'approfondir. Il est important d'influencer les organismes multilatéraux pour éviter que les privatisations finissent par annuler les possibilités d'un développement intégral soutenu capable de faire vivre convenablement les gens de ce pays.

En ce sens, la solidarité internationale qui pourra susciter des réseaux comme par exemple celui du Fonds de Solidarité avec le Pérou sera d'une importance transcendantale pour les prochaines années.

<sup>1.</sup> N.d.T. L'unité monétaire du Pérou est le SOL (soleil, en français)



## Des centaines de détenus accusés faussement de terrorisme

Par Lucien Chauvin, Noticias Aliadas

PRÉSIDER UN GROUPE DE FEMMES DE HUANCABAMBA, UNE COMMUNAUTÉ RURALE AU NORD DU PAYS. DANS LA VINGTAINE, PAULINA NE SAVAIT PAS QUE LE FAIT D'ÊTRE UNE DIRIGEANTE ÉTAIT CONSIDÉRÉ COMME UN CRIME PAR CERTAINS MILITAIRES.

Elle raconte qu'à l'aube du 22 décembre 1993, des soldats sont arrivés chez elle et l'ont arrêtée, elle et sa mère. Cette dernière fut relâchée après trois jours, mais Paulina a été conduite à une base militaire où on l'a torturée pendant les quinze jours qui ont suivi sans jamais lui dire de quoi on l'accusait. Peu après les interrogatoires, des officiers l'ont accusée de faire partie du Sentier Lumineux. On l'a ensuite transférée à une prison de sécurité maximum à Piura et là, des juges au visage voilé l'ont condamnée à 20 ans de prison.

Sous la loi antiterroriste péruvienne, les accusés soupçonnés d'appartenir au Sentier Lumineux ou au mouvement Tupac Amaru sont jugés par des juges au visage caché et à la voix électroniquement altérée. Cette loi stipule que l'État n'est pas obligé d'apporter de preuves tangibles dans ces procès, ce qui laisse peu d'espace de manoeuvre à l'avocat de la défense. Ces derniers ne peuvent assumer qu'un cas à la fois. Il ne leur est pas permis de parler durant le procès et s'ils remettent en question les procédures ou la sentence, ils courent le risque d'être accusés de faire l'apologie du terrorisme.

Malgré tout Paulina a été chanceuse. Sa mère a contacté un organisme des droits humains qui a immédiatement pris son cas en main. Amnistie internationale l'a adoptée comme prisonnière de conscience.

Après 15 mois de prison, on a finalement révisé son cas et le tribunal a décidé d'enlever l'accusation contre elle. «Je ne voyais jamais le ciel ou la lumière du soleil. Je n'ai pas entendu une fois le chant des oiseaux. J'ai tenu seulement parce que je savais que j'étais innocente et que Dieu n'allait pas permettre que ça continue. Ce qu'ils m'ont fait m'a donné des forces», raconte-t-elle.

Des avocats constitutionnalistes, comme José Ugaz, considèrent que la loi antiterroriste crée le dangereux précédent de rendre inefficaces, les voies légales. De son côté, le Père Hubert Lanssiers, qui travaille depuis plus de 30 ans au Pérou et qui conseille parfois le Président Fujimori dans les questions de droits humains, signale que le droit à un procès en bonne et due forme n'est pas garanti dans les cas relatifs au terrorisme.

Le cas de Paulina Choquehuanca en est un parmi plusieurs autres. Entre 1992 et 1995, les groupes des droits humains ont enregistré 1 390 cas de personnes injustement accusées, jugées et condamnées pour terrorisme dont 760 ont été remises en liberté par les tribunaux. Au début de 1996, il restait encore 607 détenus considérés comme innocents par les groupes de droits humains.

Susana Villaran, secrétaire du Conseil national des droits humains, signale que les lois approuvées récemment par le Congrès sont un pas dans la bonne direction en ce sens qu'elles permettent aux accusés de jouir du droit à un procès lors de la révision de leur cas. Malgré tout, Paulina considère que le gouvernement devrait changer non pas tant les lois que son attitude envers les droits humains. On évitera ainsi que des innocents soient mis en prison ou assassinés.

# Les élections au Nicaragua : la parole est au peuple

par Jean Viens, de retour du Nicaragua.

LA VEILLE DE SON OUVERTURE OFFICIELLE ET MÊME AVANT, LA CAMPAGNE ÉLECTORALE BATTAIT SON PLEIN ET LA PLUPART DES 20 PARTIS ET DES 3 COALITIONS SE TROUVAIENT EN PLEINE VITESSE DE CROISIÈRE OU PRESQUE.

Le marathon, car il s'agit bien d'un marathon avec ses 32 000 coureurs (candidats) en lice, est lancé officiellement depuis le 2 août. Il reste encore beaucoup de candidats à la présidence, beaucoup de tentatives d'alliance ayant échoué. Cependant, dans son édition du 17 juillet, El Nuevo Diario (Le Nouveau journal) publiait à pleine page en manchette cette affirmation de l'ex-vice-président : «Nadie ganará en primera vuelta.» (Personne ne gagnera au premier tour).

### Et si cela se décidait au premier tour?

Il serait facile de conclure que ce qui doit préoccuper l'électorat devrait être le deuxième tour. Mais, comme tout n'est pas facile et simple en politique, encore moins au Nicaragua, le premier tour doit tout aussi bien préoccuper les stratèges des principaux intéressés. Car, si la prévision du candidat de la UNO-96, Alfredo César<sup>1</sup>, s'avérait réaliste, cela voudrait dire qu'un troisième bloc électoral pourrait se constituer en alliance et, avec 40 % de l'électorat, faire une lutte serrée aux deux autres forces qui, supposément, se prétendent assurées d'arriver au deuxième tour. Cette apparente possibilité, ne pourrait être viable que si l'une des «différentes options électorales qui sont en compétition pour conquérir ce 40 %» parvient à se gagner la deuxième place dès le premier tour; ce qui n'est pas évident en ce moment. Reste aussi la possibilité d'amender la loi électorale ou que le Conseil suprême électoral élargisse la portée de la loi pour permettre la constitution d'alliances de dernière heure. Un article de El Nuevo Diario du 23 juillet intitulé : «Alianza para la segunda vuelta» (Alliance pour le second tour), le laisse entendre.

### Une alliance libérale-FSLN

En attendant que de nouveaux développements surviennent dans cette direction, nous devons analyser l'alternative qui, depuis les débuts, s'avère parmi les plus plausibles : le deuxième tour de scrutin se jouera entre l'extrême-droite (la ex-contra et les anti-sandinistes invétérés, réunis autour du libéral-somozisme) versus une coalition du FSLN avec d'autres anti-somozistes, se présentant comme le centre de convergence, ni d'extrême gauche ni d'extrême droite.

### L'image : la clef de la victoire!

La pièce maîtresse et névralgique du défi sera la dynamique que parviendra à déclencher l'image de chacun des candidats en lice. Car beaucoup plus que les idéologies, mais sans pour autant négliger leur importance, l'image du candidat dans sa cohérence populaire (non pas celle d'une rationalité pure) et dans son authenticité réelle (non pas virtuelle dans des promesses) sera déterminante pour une grande masse de votants dont la formation et l'analyse restent plus que primaires. Comme me le disait un paysan : «Les nicas sont d'accord avec tous les partis... qui payent.»

### Arnold, le matamore

Or, l'image que présente le candidat libéral-somoziste, Arnoldo Alemán, est celle du matamore, du seigneur ou cacique suffisant qui, sans peur et sans vergogne, se dit capable de mater maures et chrétiens et promet de mettre les sandinistes à ses pieds... Sa cohérence par rapport aux intérêts véritables des classes populaires réside davantage dans son antisandinisme vindicatif et dans les faveurs qu'il dispense et promet de dispenser. À ce sujet, me revient à la mémoire l'émoi qu'une rumeur avait causé auprès des réfugiés que nous avions aidés dans la construction de leurs maisons. Dans les jours qui précédaient notre visite, ceux-ci avaient pris connaissance de rumeurs voulant que si Alemán arrivait au pouvoir, il s'emparerait des terres et des maisons de ces squatters pour les donner à ses coreligionnaires du coin...

Somme toute, l'image projetée ressemble davantage à une démocratie sélective qui n'est pas véritablement une démocratie puisqu'elle exclut près des 2/5 de la population, c'est-à-dire les sandinistes et tous ceux qui, sans être sandinistes, ne sont pas d'accord avec une semblable démocratie exclusive; surtout lorsqu'elle l'est pour retourner aux privilèges d'un personnalisme dominant, forme moderne de la dictature. Elle perpétue une éventuelle consolidation pseudo-démocratique des processus d'exclusion sociale typique d'une droite intransigeante.

### Daniel, le rassembleur

Quant au candidat du FSLN, il semble avoir choisi de projeter une toute nouvelle image de lui-même et des visées de son mouvement : «Ici, tous les autres partis ont cherché le centre. Cependant, la Providence 2 l'a donné au Front sandiniste : nous sommes le point de convergence où se concentreront les votes de tous les Nicaraguayens. Comme le disait Sandino: pas d'extrêmedroite ni d'extrême-gauche: notre devise c'est le Front unique!, et Front Unique est la devise du Front sandiniste de libération nationale!» 3. Telle fut l'image projetée par Daniel Ortega lui-même, sur la place de la Révolution, lors du 17<sup>e</sup> anniversaire célébré le 19 juillet dernier, dans un discours où tous les mots et gestes semblaient avoir été mesurés au micromètre ou passés au crible de la technologie de la communication. Et, le lendemain, le journal du FSLN, Barricada, reprenait en grande manchette: «FSLN: centro de convergencia» comme titre de son reportage du discours de Daniel Ortega.

J'ai vu à la télévision le candidat du FSLN, pantalon bleu et chemise blanche(!), sans son mouchoir rojinegro (rouge et noir), emblème du sandinisme, d'un ton inhabituel, pacifique et pacifiant, n'attaquant que le libéralisme somoziste, mais comme jamais courtois avec les États-Unis qui, à travers «les membres du gouvernement du président Clinton, ont dit clairement qu'ils reconnaîtront les résultats électoraux, et que, si le Front gagnait, ils sauraient s'entendre avec nous». Et il ajoutait : «Les sandinistes, nous pouvons dire aux États-Unis que nous sommes prêts à continuer de travailler avec eux dans un cadre de respect, d'égalité et de justice». C'est encore lui qui proclame son appui aux combattants tant de la

Résistance (ex-contras) que du FSLN qui ont déclaré ne plus vouloir de la guerre «parce qu'ils sont aussi fils de la misère, de la faim, et pour cela fils de la victoire d'octobre 96». (id) Et d'ajouter : «Plus de guerre, plus de service militaire.»

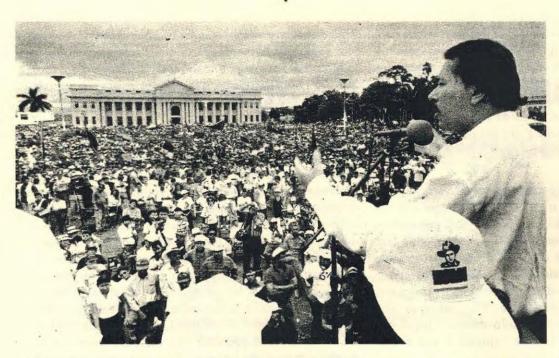
### Et la sanction populaire

Mais à l'inverse de son éventuel adversaire au deuxième tour, le FSLN possède des racines populaires et peut donc proclamer en toute cohérence sa volonté de défendre et de promouvoir les intérêts des paysans pauvres, des travailleurs, des victimes exclues d'un système de répartition injuste. Avec ce souffle, ce candidat pouvait inviter tous les Nicaraguayens : «C'est dans ce Front unique que nous invitons tous les Nicaraguayens - les petits, moyens et grands producteurs, les entrepreneurs, le capital nationalà s'unir à nous pour sortir notre pays de la misère, pour en finir avec la faim, le chômage, le manque de santé et d'éducation dont souffrent les Nicaraguayens, pour produire et créer des emplois. Voici ce qui explique notre alliance avec un producteur qui n'est pas sandiniste, mais qui a compris notre appel (il s'agit de l'ingénieur Caldera, candidat à la vice-présidence pour le FSLN).»

Même si cette cohérence a été vivement remise en question par des erreurs lamentables de certaines catégories de sandinistes piñateros<sup>4</sup>, les classes populaires savent reconnaître encore et malgré tout le parti qui peut le mieux défendre ses intérêts. Je ne m'explique pas autrement les réponses des jeunes que je consultais sur l'avenir des élections et qui me répondaient : «Le FSLN va gagner, doit gagner». Même malgré les fautes et les divisions de la piñata? «Oui, l'erreur est humaine; mais le parti doit gagner. La population est exténuée, tout autant par les trahisons et les défaites politiques que par le chômage et l'appauvrissement, mais elle n'est pas encore liquidée politiquement.»<sup>5</sup>

#### D'où vient l'authenticité?

Plus que toutes les théories, les idées ou idéologies, audelà des promesses ou des déclarations de bonnes intentions, la crédibilité populaire achetée ou conquise sera la baguette magique du triomphe. Celui qui aura eu le charisme de la mission divine pour convaincre et témoigner authentiquement du salut populaire qu'il prêche, ou celui qui aura réussi à s'acheter une crédibilité dans une publicité chèrement payée, celui-là montera sur le podium du pouvoir. Le cardinal Obando avait peutêtre raison quand il disait : «Ce peuple est humble et appauvri, mais très intelligent et saura élire, récompenser ou punir à l'heure du vote.» Cependant, les forces trompeuses des dieux du néolibéralisme ont plus que jamais les moyens d'étouffer la vérité et l'intelligence des peuples appauvris et de bien camoufler les anabolisants



qui leur permettent de monter sur le podium du pouvoir. Et alors, le cardinal aura-t-il encore raison?

Quoi qu'il en soit, vue à vol d'oiseau, la situation semble ne présenter, à ce moment-ci, que deux options : la droite ou le centre. Et, avec l'inflation d'une publicité en crescendo, les analyses de fond semblent évincées pour faire place à qui mieux mieux aux tambours battants et aux cymbales retentissantes des promesses paradisiaques. Et je ne veux pas ridiculiser ainsi la vingtaine de candidats dont certains portent une réputation et un prestige indéniables mais, avec peu d'enracinement populaire... je me permets d'en nommer quelques-uns : Alfredo César, Francisco Mayorga, ex-ministre des finances; Alejandro Serrano, recteur d'Université; Sergio Ramirez, ex-viceprésident; Antonio Lacayo, ex-premier ministre qui a été disqualifié à cause de son lien de parenté avec l'actuelle présidente; Haroldo Montealegre, banquier, également disqualifié pour avoir renié sa nationalité durant un certain temps; Virgilio Godoy, ex-vice-président, etc., mais ils sont tous tentés de prendre le même discours et de vouloir prendre le leadership du fameux centre.

### Le fameux centre ou l'idéologie des appauvris séquestrée

Avant de clore cette rapide analyse, je reviendrai sur la réserve exprimée plus haut au sujet des idéologies ou des analyses de fond. Derrière les chansons de tous les ménestrels de la paix, chansons de concertation et d'unité nationale, d'une économie de progrès et d'emplois, de transparence et d'incorruptibilité, de préoccupation pour la cause des exclus et de bien d'autres mélodies du genre, n'essaie-t-on pas de noyer les tonalités graves des prises de position nécessaires face à l'ennemi principal de tous

les appauvris : le néolibéralisme comme modulation du capitalisme sauvage? Celui-ci a réussi tout de même à bâillonner toutes les tendances adverses en les forçant toutes à rechercher le centre et à composer ou à transiger avec son idéologie d'une économie de marché libre contrôlée par la haute finance et les grands monopoles, dans un contexte d'exaltation du veau d'or : le profit personnel et l'individualisme...

De là vient que l'option politique de gauche<sup>7</sup>, opposée au néolibéralisme, celle qui prétend défendre les intérêts des exploités et de leurs collectivités, n'a plus d'audience. En conséquence, tous les troubadours du centre se retrouvent coincés dans la contradiction de vouloir chanter la libération des opprimés tout en défendant le système des oppresseurs; de proclamer l'option pour les exclus, les appauvris, tout en pactisant avec ceux qui les appauvrissent. Non, les idéologies ne sont pas mortes : l'idéologie du plus fort réussit encore à bâillonner celle des appauvris, des faibles. Elle paralyse ou drogue encore avec succès les forces vives qu'elles soient politiques, jeunes, paysannes ou travailleuses. Elle est aussi présente derrière les décors et les artistes de la scène électorale du Nicaragua. Même au regard superficiel, ce fameux centre, que César8 définit comme le 40 % des Nicaraguayens qui ne se plaisent en aucune des deux extrémités (le FSLN et l'Alliance libérale), ce qui signifie que la majorité de l'électorat veut une troisième option, ne représente qu'un conglomérat de mini partis (plusieurs tout à fait nouveaux) n'ayant pu se concerter autour d'une authentique cause nationale dont l'urgence ne fait pas de doute. Jugezen par vous-même en parcourant rapidement avec nous la liste des 21 lignes politiques soi-disant entre l'Alliance libérale et le Front sandiniste.

Le Parti conservateur du Nicaragua, avec Noel Vidaure
L'Action nationale conservatrice, avec Francisco J. Duarte
Le Parti alliance populaire conservatrice, avec Miriam Argüello
L'Unité libérale, avec Ausberto Narvaez
Le Parti libéral indépendant, avec Virgilio Godoy (ex-vice -président)
Le Parti de la résistance nicaraguayenne, avec Edgar Quiñones
Le Parti chrétien nicaraguayen, avec Guillermo Osorno
L'Alliance pain et force, avec Francisco Mayorga (ex-ministre des finances)
L'Alliance UNO 96, avec Alfredo César
Le Projet national, avec Benjamin Lanzas (de l'ex-ministre de la présidence, A. Lacayo
Le Parti justice nationale, avec Jorge A. Diaz

Et les suivants, traditionnellement de gauche, peuvent-ils encore virer un peu vers la droite comme ils l'ont fait avec la UNO 90?

Le Parti communiste du Nicaragua, avec Eli Altamirano

Le Parti socialiste nicaraguayen, avec Gustavo Tablada

Le Mouvement d'action rénovatrice, avec Moisés Hassan

Et les nouvelles tendances aux prétentions centristes, peuvent-elles bouger d'un côté ou de l'autre?

Le Mouvement rénovateur sandiniste, avec Sergio Ramirez (ex-vice-président)

Le Mouvement de rénovation nationale, avec Antonio Tefel

L'Alliance Unité, avec Alejandro Serrano C

Le Parti unité nicaraguayenne, ouvriers, paysans et professionnels, avec Abelino Robles

Au centre comme à droite et à gauche, les troupes sont divisées. Dans un tel firmament d'étoiles, comment le peuple peut-il trouver une convergence organique dans un dialogue de centre à l'ombre d'un capitalisme libéral à visage humain ou encore dans une conscience morale d'unité et de convergence nationale pour un authentique salut du peuple avant celui du parti? Mais comment le peuple nicaraguayen «humble et appauvri, mais très intelligent...» saura-t-il discerner le véritable prophète de son destin? Ajoutez, à cette complexité politique, la complexité de la mécanique du vote : 7 300 tables de

scrutin pour 2 200 000 électeurs qui auront à voter chacun sur 6 bulletins de vote<sup>9</sup> pour choisir au moins une vingtaine de noms sur les 32 000 candidats... Il faut le faire!

### Pas d'option de gauche? Le peuple veille

Et même si la revue *Envio* affirmait, dans son numéro d'avril, qu'il n'y avait pas d'option de gauche dans la présente conjoncture électorale au Nicaragua, j'ai pu être témoin d'un mini-coup de force, sorte de renversement des dirigeants de coopératives jugés trop peu fervents

pour relancer la cause. De telles réactions ne viennentelles pas, peut-être, illustrer le sursaut de conscience qui pourrait faire la différence et changer le résultat de l'élection? Mais aussi et surtout servir d'avertissement pour contraindre éventuellement les élus en place à modifier l'orientation de leur nouveau mandat? Car le combat pour la justice et la lutte politique ne se limitent pas au seul temps d'élection; ils se poursuivent au quotidien dans la participation et l'intervention responsable dans les affaires publiques où l'intérêt des appauvris peut se jouer.

La campagne électorale ne semble toutefois pas avoir encore pris vigoureusement cette direction. Mais avec l'accélération de la campagne, l'effervescence viendra et réveillera sûrement la flamme endormie sous les cendres. Après tout, l'espoir est toujours permis puisque, au Nicaragua, tout est différent et l'imprévisible, c'est ce qu'on peut le mieux prévoir : on est toujours assuré d'avoir quelque surprise! Le peuple nicaraguayen a connu tellement de défaites et de victoires, d'échecs et d'héroïsme qu'il aura appris à bien cacher quelque part

la vertu des héros, l'espérance. Il saura bien, en temps opportun, s'en servir à bon escient. L'espoir est toujours permis... surtout si le peuple veille! ❖

### Note de François Houtart concernant le père Uriel Molina

Le père Uriel Molina, franciscain, docteur en exégèse biblique, est une figure importante du catholicisme nicaraguayen. Responsable de la paroisse du quartier Rigeiro, quartier populaire de l'Est de Managua, il a durant la lutte contre Somoza hébergé plusieurs des dirigeants du FSLN. Il était aussi aumônier des étudiants.

Il fonda le Centre Oecuménique Antonio Valdivieso, du nom d'un évêque nicaraguayen, qui défendait les Indiens contre les colons espagnols et qui fut décapité par ces derniers.

Durant la période sandiniste, l'action pastorale du Père Uriel Molina fut grandement appréciée. Sa paroisse était le lieu de réunion de très nombreuses personnes chaque dimanche, où une liturgie particulièrement vivante et signifiante était célébrée. Il avait fait appel à un peintre italien très engagé avec le Nicaragua pour les peintures murales de l'Église paroissiale, représentant un chemin de croix où les diverses stations rappelaient les étapes de la souffrance du peuple nicaraguayen. Le Christ en croix ressuscitant était figuré sous les traits d'un paysan local.

Le Centre Valdivieso joua un rôle très important pour la collaboration des Églises dans une réflexion en profondeur, notamment par l'organisation chaque année d'une semaine de réflexion théologique. Le centre gérait aussi des projets communs entre les Églises pour le développement social et culturel.

Fin avril 1996, le Père Uriel Molina a reçu du Provincial des Franciscains de l'Amérique centrale un avis d'expulsion de l'Ordre des Franciscains, daté du 15 décembre 1995. Il avait dix jours pour éventuellement faire appel.

Les trois raisons mentionnées dans l'acte d'expulsion étaient les suivantes : les peintures murales qui ne reflétaient pas une situation historique, la liturgie de la paroisse qui ne reflétait pas suffisamment le mystère chrétien, et sa conception de l'oecuménisme.

Le père Molina, qui avait été détaché de ses fonctions paroissiales depuis plus de six ans, a décidé de ne pas faire appel. Il lui faut donc trouver éventuellement un diocèse d'insertion, s'il désire continuer à exercer les fonctions sacerdotales.

Une telle situation, pour une personne qui a exercé une influence aussi grande et profonde, est particulièrement inacceptable. Il est frappant de constater que Jean-Paul II est venu en février au Nicaragua demander la réconciliation. Il est probable que cela ne s'appliquait pas à l'Église.

Tiré de COELI (Centre Œcuménique de Liaisons Internationales), N° 87, juin 1996.

NDLR L'an dernier à pareille date, nous éditons une courte entrevue que nous avions réalisée avec Uriel Molina au Nicaragua. Voir Caminando, vol. 15, no2, septembre 1995

<sup>(1)</sup> END, 96.07.23

<sup>(2)</sup> En référence au tirage au sort pour la numérotation du candidat sur le bulletin de vote qui a donné le numéro 12 au FSLN au «centre» de la liste des 23 candidats.

<sup>(3)</sup> Barricada, 96.07.20

<sup>(4)</sup> Ndlr. Le terme piñatero désigne un certain nombre de sandinistes qui ont profité de leur statut et de la situation de transition du gouvernement pour s'accaparer des biens de l'État; irrégularité populairement appelée piñata sandinista. On parle aussi de l'autre piñata, celle des fonctionnaires du présent gouvernement, eux aussi appelés piñateros, qui ont profité de la privatisation des actifs publics.

<sup>(5)</sup> Envio, abril 96, No 169, p.5

<sup>(6)</sup> Envío, julio 1996, No 172, p.12.

<sup>(7)</sup> Pour les fins de l'article, j'accepte la définition de «gauche» donnée par Envío, No 169, p.5: «Une claire représentation et participation des secteurs populaires; une politique indubitablement nationaliste; une ouverture et une consolidation démocratique; un État renouvelé et efficient, tourné vers un développement avec inclusion sociale.»

(8) Alfredo César, candidat présidentiel pour l'Alliance UNO 96.

<sup>(9) 6</sup> bulletins de vote : Président et Vice-Président, députés nationaux, députés régionaux, députés pour le Parlement centraméricain, maire et conseillers municipaux.

## Haiti ou la corde au cou

Par Renaude Grégoire

E 15 OCTOBRE 1994, LA COMMUNAUTÉ HAÏTIENNE SALUAIT AVEC JOIE ET ENTHOUSIASME LE RETOUR DU PRÉSIDENT ARISTIDE APRÈS TROIS ANS D'EXIL. ARISTIDE ÉTAIT À PEINE ENTRÉ EN FONCTION LE 7 FÉVRIER 1991 QUE LE COUP D'ÉTAT MILITAIRE DU 30 SEPTEMBRE DE LA MÊME ANNÉE METTAIT FIN AU RÊVE DE CETTE DÉMOCRATIE PARTICIPATIVE. CET IMPORTANT PAS DE LA DÉMOCRATIE, HAÏTI L'AVAIT ACCOMPLI LE 16 DÉCEMBRE 1990 AVEC L'ÉLECTION DE JEAN-BERTRAND ARISTIDE, ET CELA, QUATRE ANNÉES APRÈS LE DÉPART DU DICTATEUR JEAN-CLAUDE DUVALIER. ON A DIT QUE LE PEUPLE N'ÉTAIT PAS PRÊT À CETTE DÉMOCRATIE, MAIS ENTENDONS ICI QUE C'ÉTAIT PLUTÔT LES ÉLITES, LA BOURGEOISIE ET LES... AMÉRICAINS QUI N'Y ÉTAIENT PAS PRÉPARÉS.

Ainsi, ce que le peuple savait depuis longtemps n'a été reconnu que dernièrement : l'ONU a confirmé le soutien de la CIA aux putschistes dans ce coup d'État. Cependant, les mêmes États-Unis et la communauté internationale ont été également reconnus comme responsables du retour de la démocratie en Haïti ce 15 octobre

1994. On a passé malheureusement sous silence la résistance du peuple aux diverses manoeuvres des putschistes!

En fidélité à cette démocratie, la Constitution ne permettant à aucun président d'avoir un second mandat consécutif, et cela se comprend à la lumière du passé de plusieurs dictatures, le 7 février 1996, Aristide remet le pouvoir à René Préval, élu en décembre dernier, et celui-ci assure ainsi la continuité. Si bien que, pour les Haïtiens et Haïtiennes, c'est le mouvement Lavallas qui sera encore au pouvoir jusqu'à la fin de ce siècle et au début du prochain.

Mais cette Haïti qu'Aristide a retrouvée en octobre 1994 et celle dont Préval est président depuis février 1996 est une Haïti blessée, meurtrie, divisée, affamée par trois années de coup d'État. Cette Haïti sauvée (!) dans sa démocratie par les Américains et la communauté internationale se trouve toujours sous le joug colonialiste de nos voisins du sud. C'est le même jeu: Haïti, comme l'Amérique centrale et les Caraïbes, à

l'exception de Cuba qui résiste, fait partie de cette arrièrecour des États-Unis qui ne doit exister qu'en fonction des intérêts de ceux-ci, et la démocratie ne sert ici que de couverture. Notons que c'est la seconde fois en moins d'un siècle que les *Marines* débarquent sur le sol haïtien.

La première occupation des Américains dura 19 ans, soit de 1915 à 1934. Cependant, la domination américaine ne passe plus par les putschistes et la répression du peuple par l'armée, mais se présente sous le couvert de cette opération de restauration de la démocratie. Avec la complicité des institutions bancaires internationales, cette

domination joue sur la corde de la sécurité et, surtout, sur celle de l'économie.

En effet, le nouveau président Préval n'a d'yeux que pour l'agenda économique. Ce ne sont plus les PAS (Programmes d'ajustement structurel) qui sont imposés par le Fonds monétaire international, le FMI

et ses complices, mais la FASR (Facilité d'ajustement structurel renforcée). Une autre manière donc de manifester le même contrôle et le même esclavage économique, mais présentée par le FMI comme de la charité, en vue d'un allégement du fardeau de la dette des pays les plus pauvres,¹ des peuples déjà pris par la spirale de l'inflation, de l'insécurité, du chômage et d'un faible taux de production interne.

La question de la privatisation mobilise beaucoup d'énergie, laissant d'autres dossiers importants sur la tablette. Quant au président Préval, il cherche des modèles, des alternatives, des situations de compromis multipliant les visites tant à l'intérieur du pays que dans les pays européens. Il veut faire entrer Haïti dans l'économie moderne et il entend par cela l'amélioration des conditions de vie de la population. Il prône ainsi une solution de compromis pour la privatisation de plusieurs sociétés d'État, mais les critiques lui reprochent d'aller trop vite dans ces dossiers.

Que pense le peuple haïtien des manoeuvres et des impératifs de privatisation imposés par le FMI, ce dictateur économique? Sur la route entre Carrefour et Port-au-Prince, il y a ce graffiti:

F: famine

M: misère

I: injustice

Ce sont les ventres creux qui peuvent le mieux percevoir les mensonges des plus grands.

D'autre part, le peuple haïtien, avec cet horizon constant de la misère, aspire à une réforme du système judiciaire. Pendant que la Commission Justice et Paix du diocèse de Gonaïves demande la restitution des 160 000 pages de dossiers du FRAPH saisies par les États-Unis et la publication du rapport final de la Commission Vérité et

Justice pour lutter contre l'insécurité et l'impunité, de l'autre côté, les anciens militaires descendent dans la rue en lançant des ultimatums aux autorités constitutionnelles. Faut-il

rappeler que cette armée, héritage passé des Américains

lors de leur première occupation, fut abolie par Aristide dès son retour? Ce geste est considéré comme la réalisation la plus importante de Titid<sup>2</sup> pour son peuple.

Ainsi, la stabilité politique

demeure fragile, car les Américains continuent leur campagne de salissure et de chantage. L'aide économique et une partie de l'assistance humanitaire américaine pour le pays sont conditionnées par la preuve et l'assurance que la justice haïtienne fera enquête sur l'assassinat d'une vingtaine de personnes survenues en Haïti après le retour du président Aristide en octobre 1994. Les Américains cherchent la paille dans l'oeil du gouvernement constitutionnel Lavallas sans voir la poutre qui est dans le leur (Mt 7,3). Il est toujours étonnant de voir comment une

délégation du Congrès américain devient un chaud partisan des droits humains en réclamant une enquête sur certains actes criminels commis contre des adversaires de Jean-Bertrand Aristide, en particulier, dans le cas de

Mme Mireille D. Bertin, assassinée le 28 mars 1995.4 Mais que fait-on des responsables des milliers de morts violentes et violations des droits humains survenues pendant le coup d'État? Que fait-on avec la revendication de vérité et justice pour le peuhaïtien? On constate une certaine déception chez les Haïtiens quant à la diffusion et à la mise en

Cette commission a identifié 8 600 victimes et près de 20 000 violations des droits humains pendant les trois années de coup d'État du régime de Cédras qui, actuellement, se la coule douce dans le paradis de Panama!

application des recommandations du rapport de la Commission Vérité et Justice qui a pourtant terminé son mandat le 5 février dernier en remettant son rapport au président Aristide.

Cette commission a identifié 8 600 victimes et près de 20 000 violations des droits humains pendant les trois années de coup d'État du régime de Cédras qui, actuellement, se la coule douce dans le paradis de Panama!

De plus, on s'inquiète, malgré les espoirs qu'elle a suscités, de la perversion de la nouvelle police nationale et du fait que ce soit une firme privée américaine, Checci & Company Consulting inc., qui est chargée du dossier de la réforme de la justice haïtienne. Encore là, les États-Unis nous montrent bien que la justice n'est pas pour les anciens peuples esclaves! Ils montrent plutôt leur complicité avec l'impunité. La protection de Toto Constant, réfugié à New York, toujours salarié de la CIA, ex-chef du FRAPH, ce groupe paramilitaire et néoduvaliériste, responsable des milliers de violations des droits humains et qui, par quelques grimaces, a fait fuir le bateau américain SS Harlan County en octobre 1993, est un exemple évident. Un groupe de 50 organisations a adressé une lettre au président Clinton en spécifiant que «les États-Unis se devaient de renvoyer Constant en Haïti, selon les dispositions de la Convention internationale contre la torture». D'ailleurs, le livre Apre bal tambou la de Pierre Mouterde et Christophe Wargny illustre combien la politique américaine vis-à-vis Haïti dégage bien l'hypocrisie, les faussetés et la tromperie.

À la veille de terminer son mandat présidentiel, le 6 février dernier, Aristide a posé un geste qui a pu être perçu comme de la maladresse ou du génie politique: il a renoué les relations diplomatiques avec Cuba. On peut deviner le froid causé chez les Américains par cette «punaise dans l'ordinateur du Pentagone...», comme l'a dit Paul Dejean. Aristide, quant à lui, n'a pas fourni la marchandise aux Américains en ce qui concerne la privatisation des sociétés d'État et, aujourd'hui, il affiche clairement son désaccord avec celle-ci. De plus, aujourd'hui, il collabore à la Fondation Aristide pour la démocratie, avec sa femme qui en est la présidente, où il continue à travailler pour offrir des espaces de démocratie participative. En vue de créer les conditions permettant la participation de tous les Haïtiens, la Fondation explore trois champs privilégiés: l'organisation des forums pour promouvoir le dialogue, la mise sur pied de programmes d'alphabétisation et le lancement de projets économiques pour communautés de base. L'urgence de redonner des lieux et des espaces de liberté est un impératif pour que le peuple, extrêmement pauvre, puisse débattre des sujets qui le touchent prioritairement, soit la misère, l'exclusion, le chômage, les droits humains, l'éducation populaire, etc.

En juin dernier, s'est tenu à Port-au-Prince un séminaire de réflexion sur le néolibéralisme et les droits humains. Ce séminaire, organisé par la plate-forme des organisations haïtiennes des droits humains, a regroupé divers secteurs de la société civile et des groupes de base. Voici quelques-unes des questions fondamentales qui ont été abordées : quelle est la nature des propositions néolibérales envisagées pour Haïti? Quelles sont les caractéristiques particulières de l'actuel processus d'ajustement structurel? Quel est son contenu précis?

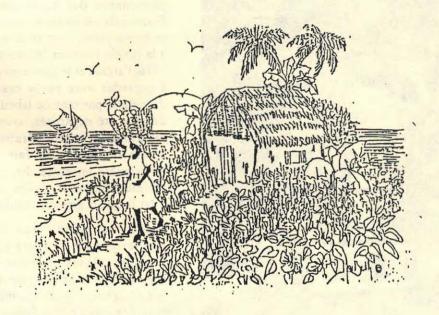
Néanmoins, les défenseurs des droits humains ont du pain sur la planche, car ce n'est pas la sortie de la misère que l'on propose au peuple, mais plutôt la corde au cou pour tenir Haïti en laisse. Le journaliste, Loys J. Savain dans une lettre ouverte au président de l'Amérique du Nord (sic) a si bien écrit : «J'accuse le parlement républicain, de vouloir privatiser la révolution lavalassienne, en cultivant la crise économique pour obtenir officiellement le droit d'ingérence dans les affaires haïtiennes.» ❖

1 Lettre de la conjoncture nº 21

<sup>2</sup> Voir Le Monde diplomatique, juillet 1996, p.28

3 Bulletin de la CHRD nº 302.

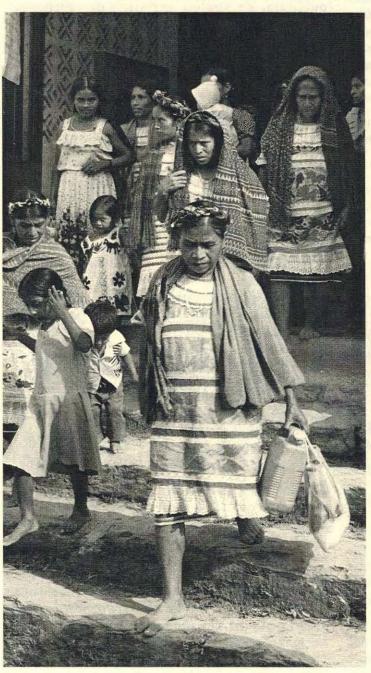
dem.



## Guatemala entre les rivières de la vie

Par Yves Carrier

YVES CARRIER, EST MEMBRE DU PROJET ACCOMPAGNEMENT QUÉBEC-GUATEMALA IL REVIENT TOUT JUSTE DE CE PAYS OÙ IL A ACCOMPAGNÉ BÉNÉVOLEMENT UNE COMMUNAUTÉ DE RÉFUGIÉS ET NOUS FAIRE PART DE SES IMPRESSIONS.



Des milliers de Guatémaltèques vivent aujourd'hui en exil et, pour plusieurs, il est impossible de retourner dans leur pays sans posséder les garanties concernant leur sécurité, car la répression continue au Guatemala.

Au cours des années 60, le gouvernement et l'Église encouragent la colonisation de l'Ixcan, une région inaccessible située à la frontière mexicaine. C'est là que des colons, en provenance des hauts plateaux du sud du Guatamala, où les terres sont devenues infertiles et surpeuplées, vont arracher à la montagne et à la jungle fruits et légumes. Cependant, vers 1976, l'armée et le gouvernement commencent à regarder avec envie ces nouvelles terres défrichées par tant de labeur. Les paysans ont de plus été organisés, avec l'aide de prêtres catholiques, en coopérative de production. Cette organisation fait peur et dérange l'oligarchie en place. Et, pour compléter le tableau, comme la région est difficile d'accès, c'est là que la guérilla établit ses bases.

Ainsi, au début des années 1980, le gouvernement guatémaltèque décide d'employer la méthode dite de la «terre brûlée» dans sa lutte contre la guérilla. Le résultat en a été un génocide de la population civile en majorité maya qu'on évalue à plus de 100 000 morts. Depuis la conquête espagnole, la population du Guatemala, à 60 % indigène, est dominée par une minorité blanche, soit 2 % de la population, qui possède tout et qui dirige des vagues successives de massacres. Fuyant cette répression, la communauté de l'Ixcan doit se réfugier dans les montagnes en abandonnant tout derrière elle. Pendant deux ans, plusieurs

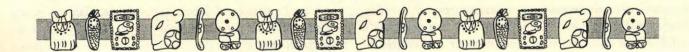
errent, se cachant de l'armée qui les associe à la guérilla. D'autres se résignent à fuir vers le Mexique où ils trouvent refuge. En 1986, pour la sécurité des réfugiés, qui sont à l'occasion la cible de l'armée guatémaltèque, le gouvernement mexicain les déplace vers la péninsule du Yucatan. Là-bas, ils vont connaître des conditions de vie du XXe siècle comme ils n'avaient jamais imaginé auparavant.

Profitant du boum économique de Cancun, ils travaillent sur les chantiers et sur les fermes mexicaines. Pendant ces dix dernières années d'exil, ils ne cessent de s'instruire, de se initier à divers métiers, et de s'organiser, pour obtenir le droit de retourner dans leur pays natal dans la dignité, c'est-à-dire avec pleine compensation de ce qui leur a été enlevé par la force. Ainsi, au mois de mars 1996, commence le retour d'un premier groupe de sept familles à la Finca de Entre Rios. Elles seront suivies par un groupe plus important de 60 familles. Elles ont reçu, en compensation des terres perdues lors du conflit, une grande propriété dans le Peten où elles devront reprendre tout depuis le début, c'est-à-dire comme il y a 25 ans, sans route, sans maison, sans électricité, sans école, et,

surtout, sans argent. Tout ce qu'elles ont c'est la terre et temporairement un peu de nourriture fournie par le Haut Commissariat des Nations Unies pour l'aide aux réfugiés.

Ces communautés sont organisées en coopérative, j'ai été impressionné par la prise de parole de ces gens sur leurs actions et sur leur devenir collectif. L'unité de ce groupe repose sur les liens familiaux et sur la conscience d'être unis par une destinée commune. La vie de foi de ces personnes a été également pour moi source d'inspiration et de joie. Côté sécurité et droits humains, la situation est calme. L'armée et la guérilla ont signé au mois de mai dernier, un cessez-le-feu respecté jusqu'à maintenant. Les accords de paix doivent être signés cet automne à Esquipula. C'est sur la réalisation de ces accords qu'il faudra être vigilant si l'on ne veut pas que l'histoire se répète.

Si vous désirez vous impliquer de manière plus concrète avec les réfugiés guatémaltèques, soit dans un travail de sensibilisation au Québec ou, là-bas, dans un travail d'observateur international, vous pouvez communiquer avec le Projet Accompagnement Montréal Québec au (514) 840-1008 &





### Eduardo Galeano:

### poète/prophète du continent

Par Steven Kaal

«Défenseur de la dignité et de la poésie contre l'horreur et la stupidité.» Ainsi a-t-on décrit l'écrivain uruguayen, Eduardo Galeano, qui nous chante, à travers sa prose lyrique, toute l'histoire merveilleuse et barbare de notre continent. Las Venas Abiertas de América Latina (disponible aussi en français en livre de poche, Les veines ouvertes de l'Amérique latine), publié en 1971, est toujours une introduction magnifique à l'histoire de ce que le sociologue français Alain Rouquié a appelé l'«Extrême Occident».

Il y a longtemps que je soupire pour

qu'un certain Galeano, de ceux-là

"mémoires" et les "rêves" de notre

qui passent par les "veines", les

Amérique, nous écrive un livre

brûlant qui aurait pour titre : La

(...)» .Pedro Casaldáliga, tiré de

L'Agenda latino-américain 1997.

Grande Patrie racontée avec amour

ais loin d'arrêter là, Galeano nous a livré, pendant les années 80, l'oeuvre maîtresse qu'est sa trilogie. Memoria del Fuego: Los Nacimientos (Mémoire du

feu: Le Commencement ) nous amène du temps précolombien à travers la mythologie autochtone jusqu'au milieu de l'époque coloniale. Las Caras y las Máscaras (Les Visages et les masques) suit jusqu'à la fin du 19e siècle. Le vingtième siècle est couvert dans le troisième et dernier tome, El Siglo del Viento (Le Siècle du vent). Chaque volume contient une série de vignettes et de brefs historiques pour l'ensemble du continent, et des récits pleins d'humour et d'amour, de chagrin et de rage, de tendresse et de compassion. Cela rend l'histoire accessible et immédiate et produit une agréable lecture. De plus,

ces livres divisés en courts passages constituent un excellent choix pour des lecteurs ou des lectrices moins expérimenté-e-s qui voudraient pratiquer leur espagnol.

Eduardo Hughes Galeano est né à Montevideo (Uruguay) en 1940, et signait ses premiers écrits sous le nom de «Gius», forme qu'il a trouvée se rapprochant le plus de son premier nom de famille (Hughes), difficilement prononçable en espagnol. À ce moment là, il faisait des dessins et des caricatures politiques dans l'hebdomadaire El Sol (Le Soleil), mais il a demandé la collaboration d'autres artistes pour dessiner les gravures qui accompagnent le texte de ses oeuvres récentes comme El Libro de los Abrazos (Le livre des étreintes) et Las Palabras Andantes (Les mots ambulants).

À Montevideo, il était devenu rédacteur en chef de l'hebdomadaire Marcha (Marche) et directeur du journal Época (Époque), avant son exil forcé à Buenos Aires, en 1973, où il dirigea la revue Crisis (Crise). Ayant quitté l'Uruguay pour échapper à la prison, il dut quitter l'Argentine en 1977 pour fuir la mort. Il continua d'écrire en Espagne, et ce fut en 1978 qu'il publia une de ses oeuvres les plus hallucinantes, belle et terrible, Días y Noches de Amor y de Guerra (Journées et nuits d'amour et de

guerre). Puis il continuait toujours et quotidiennement sa tâche d'écrivain produisant maints essais et articles pleins d'humour et d'ironie, de perspicacité et de sagesse. Une bonne partie de sa production journalistique d'un quart de siècle se trouve compilée dans l'oeuvre Nosotros Decimos No: Crónicas (1963/1988) (Nous avons dit «non»: chroniques), suivie par Ser Como Ellos y Otros Artículos (Être comme eux et autres articles) pour les années 1989 à 1992. Il existe aussi El Descubrimiento de América que Todavía No Fué y Nuevos Ensayos (La Découverte de l'Amérique qui n'a pas

encore eu lieu et nouveaux essais), publié en 1991, une série d'articles ayant pour thème la réalité autochtone.

En 1985, Galeano put retourner définitivement dans son pays et, de là, il continue à enchanter ses lecteurs et lectrices. À première vue, sa dernière oeuvre, publiée en 1995, n'a rien à voir avec ses thèmes habituels. Mais dans El Fútbol: A Sol y Sombra (Le Football, au soleil et à l'ombre), où il rend hommage à un sport qui l'a passionné depuis son enfance, Galeano nous embarque avec lui dans tous les détails de l'histoire et de la politique de ce sport, sans jamais perdre de vue les grandes lignes. Il n'est pas nécessaire d'être soi-même passionné du football pour trouver ce livre fascinant. Que la poésie de son discours et la profondeur de ses idées ressortent autant de sujets aussi divers que le football, la politique ou la vie et la mort, témoigne de la souplesse et de la diversité des talents de Galeano.

Tous les livres mentionnés dans cette chronique sont disponibles à la librairie Abya-Yala, 4555, boul. St-Laurent à Montréal, (514) 849-4908.

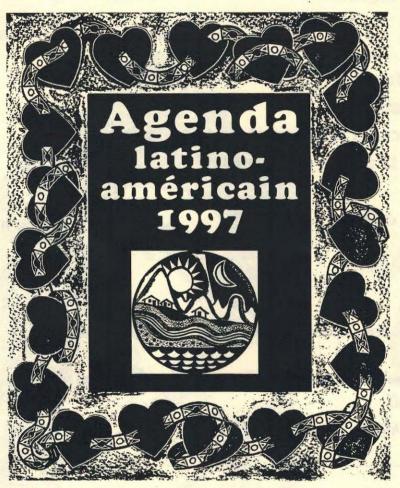
L'Agenda latino-américain 1997

### Du pain et des coeurs

Pour la mondialisation de la solidarité

Pour une quatrième année consécutive, nous vous proposons un rendez-vous annuel pour palper la vie et l'espérance d'un continent. Distribué en huit langues dans plus de 20 pays, L'Agenda latino-américain souhaite faire vivre les traditions de luttes et de solidarité

d'Amérique latine.



### Nouveauté

Une série d'analyses de conjoncture où différents auteurs nous apportent leur éclairage en deux pages: La situation des femmes dans le monde; Le droit des peuples; La solidarité internationale estelle en déclin? Existe-t-il encore une stratégie révolutionnaire?; Quel rôle joue l'OEA?; Les moyens d'(in)communication; L'Amérique latine traverse-t-elle une phase dépressive?

Les profits de *L'Agenda* latino-américain permettent de financer des activités de solidarité avec l'Amérique latine.

Commandez dès maintenant vos exemplaires de l'édition 1997 au:

Je désire commander: [ (Indiquez vos quantités)	y O., Montréal, Québec, H2P 1S6 to exemplaire(s) à 10\$ /unité paquet(s) à 100\$ /12 agendas caisse(s) à 375\$ /50 agendas ition espagnole à 15\$ /unité.	él.: (514) 387-2541 fax: 387-555  Frais postaux au Canada: 1 ou 2 exemplaires: 3,00 \$ 3 à 6 exemplaires: 4,00 \$ 7 à 12 exemplaires: 4,50 \$
Nom:	STORY OF THE BUILDING	THE RESERVE OF THE PARTY OF THE
Adresse:	code postal:	tél.:
ville:	province/pays:	fax:
paiement ci-joint:ch	nèquemandat postecor	nptant

(Une version anglaise est aussi disponible via le Social Justice Committee (514) 933-6797)

## SOMMAIRE

Éditorial	2
La page du Centre d'actions urgentes	3
Colombie violente	5
La peur qui mobilise	6
Vous avez dit économie solidaire?	8
Pérou : le TGV de la privatisation	12
Des centaines de détenus accusés faussement de terrorisme	15
Les élections au Nicaragua : la parole est au peuple	16
Haïti ou la corde au cou	21
Guatemala entre les rivières de la vie	24
Chronique livres	26

Le *Caminando* est le bulletin du Comité chrétien pour les droits humains en Amérique latine. Il est publié quatre fois par année.

☐ JE M'ABONNE AU CAMINAND	0		
☐ JE ME RÉABONNE AU CAMINANDO			
NOM			
ADRESSE			
VILLE	CODE POSTAL		
Abonnement (4 numéros par année) : 2	20 \$ au Canada et 23 \$ à l'étranger		
Comité chrétien pou	r les droits humains en Amérique latine		
Adresse: 25, rue Ja	rry Ouest, Montréal, Québec, H2P 1S6		
Téléphone : (514) 38	37-2541 - Télécopieur : (514) 387-5550		

Comité de rédaction : Joëlle Chevrier, Jean Greffard, Clotilde Lemay, David Poirier, Jean-Claude Ravet et Jean Robitaille. Traduction : Madeleine Perrault. Collaborations : Michelle Décarie.

Infographie : Bismark Villacrés

Dépot légal - Bibliothèque nationale du Québec